



**PRÉFET  
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale  
de l'environnement, de l'aménagement  
et des transports d'Île-de-France**

Unité départementale des Hauts-de-Seine  
167-177 avenue Joliot Curie  
BP 102  
92013 Nanterre Cedex

Nanterre, le 05/02/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 24/10/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **TOTALENERGIES**

361 rue d'Estienne d'Orves  
92700 Colombes

Références : 86141  
Code AIOT : 0007404518

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/10/2023 dans l'établissement TOTALENERGIES implanté 361 RUE D'ESTIENNE D'ORVES 92700 Colombes. L'inspection a été annoncée le 05/10/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette inspection s'inscrit dans le cadre d'une action nationale 2023 "Post-Lubrizol" concernant les installations de type entrepôt classée sous la rubrique 1510 de la nomenclature des ICPE.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- TOTALENERGIES
- 361 rue d'Estienne d'Orves 92700 COLOMBES
- Code AIOT : 0007404518

- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Cette installation est un entrepôt qui fait office de plateforme logistique de stockage et de transit de matériaux constructifs de bureaux (ex: cloisons) et de mobiliers (ex: tables) à destination d'immeubles à usage de bureaux.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Action nationale 2023 "Post-Lubrizol" – Entrepôt 1510

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra

être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
8	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13	Lettre de suite préfectorale	4 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Documents administratifs	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.2	Sans objet
2	Situation administrative au titre des ICPE	Code de l'environnement du 01/01/2021, article Le R.511-9 et son annexe, rubrique 1510	Sans objet
3	Contrôle périodique ICPE	Code de l'environnement du 01/01/2021, article Article R512-57	Sans objet
4	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au II	Sans objet
5	Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9	Sans objet
6	Éclairage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 16	Sans objet
7	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12	Sans objet
9	Effets thermiques sur les tiers	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII	Sans objet

### **2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats**

L'exploitation est globalement bien entretenue.

L'inspection constate toutefois que plusieurs documents de contrôles et vérifications ont été réalisés suite à sa venue.

L'exploitant devra justifier dans un délai de quatre mois de la suffisance de ses moyens de lutte contre l'incendie (Arrêté Ministériel du 11/04/2017, Point 13)

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Documents administratifs

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Situation administrative
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les éléments suivants :  <ul style="list-style-type: none"><li>- une copie de la demande de déclaration, d'enregistrement ou d'autorisation et du dossier qui l'accompagne ;</li><li>- ce dossier tenu à jour et daté en fonction des modifications apportées à l'installation ;</li><li>- l'étude de flux thermique prévue au point 2 pour les installations soumises à déclaration, le cas échéant ;</li><li>- la preuve de dépôt de déclaration ou l'arrêté d'enregistrement ou d'autorisation délivré par le préfet ainsi que tout autre arrêté préfectoral relatif à l'installation ;</li><li>- les différents documents prévus par le présent arrêté.</li></ul> Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et, pour les installations soumises à déclaration, de l'organisme chargé du contrôle périodique.  Les éléments des rapports de visites de risques qui portent sur les constats et sur les recommandations issues de l'analyse des risques menée par l'assureur dans l'installation sont également tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées: <ul style="list-style-type: none"><li>• la déclaration d'antériorité de l'installation vis-à-vis de la rubrique 1510 faite par la société Omnium Européen daté de 1995 et le récépissé correspondant;</li><li>• la déclaration de changement d'exploitant (reprise du site par la société Total) daté de 2006 et le récépissé correspondant ;</li><li>• un courrier de son assureur qui confirme que l'installation n'a pas fait l'objet d'une visite de risque.</li></ul> L'exploitant ne dispose pas d'une étude de flux thermique et n'a pas l'obligation d'en disposer à la date de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Situation administrative au titre des ICPE

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2021, article Le R.511-9 et son annexe, rubrique 1510
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Situation administrative
<b>Prescription contrôlée :</b> Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques

<p><b>Constats :</b></p> <p>L'installation est classée sous la rubrique 1510-2-c (DC). L'exploitant a transmis une attestation des surfaces et volumes utiles réalisée le 14/12/2023 par un géomètre-expert. Celui-ci conclut que le volume dédié aux activités de stockage est de 29 300 m<sup>3</sup>. Ainsi, le volume de l'entrepôt est bien compris entre 5 000 m<sup>3</sup> et 50 000 m<sup>3</sup> L'établissement est donc bien classé sous la rubrique 1510-2-c (DC)</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 3 : Contrôle périodique ICPE

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2021, article Article R512-57</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Situation administrative</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>I. - La périodicité du contrôle est de cinq ans maximum. Toutefois, cette périodicité est portée à dix ans maximum pour les installations dont le système de " management environnemental " a été certifié conforme à la norme internationale ISO 14001 par un organisme de certification accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par tout autre organisme d'accréditation signataire de l'accord de reconnaissance multilatéral établi par la coordination européenne des organismes d'accréditation (" European Cooperation for Accreditation " ou " EA ").</p> <p>II. - Sont dispensées du contrôle prévu au I les installations exploitées par une organisation bénéficiant d'un enregistrement en application du règlement (CE) n° 1221/2009 du 25 novembre 2009 concernant la participation volontaire des organisations à un système communautaire de management environnemental et d'audit (" EMAS "), sous réserve que la déclaration environnementale établie par cette organisation en application de ce règlement couvre la conformité des installations classées à la réglementation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a transmis un rapport du contrôle périodique ICPE de son installation réalisé le 26/10/2023 par un bureau d'études agréé. Ce contrôle périodique fait état de 3 non-conformités majeures. L'exploitant devra donc mettre en place un plan d'action afin de régulariser sa situation et le transmettre au bureau d'études.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>Le dernier rapport de contrôle périodique daté de 2017. Aussi, l'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant qu'il a l'obligation de respecter une périodicité maximum de cinq ans entre deux contrôles périodiques.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

### N° 4 : État des matières stockées

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 au II</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, État des stocks</p>

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II. - Dispositions applicables aux installations à déclaration :</p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées.</p> <p>L'exploitant dispose, sur le site et avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail.</p> <p>Ces documents sont tenus en permanence, de manière facilement accessible, à disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'installation sert de plateforme de stockage logistique pour différents immeubles de bureaux. Aussi, elles stockent majoritairement des matériaux constructifs (ex: paroi de séparation) et du mobilier (ex: bureau). Elle stocke également en petite quantité des produits inflammables de type lingettes désinfectantes et gel hydroalcooliques. Pour ce qui concerne les matériaux et le mobilier, l'exploitant dispose d'une application logistique lui permettant de gérer les entrants et les sortants. Pour les produits inflammables, le suivi est réalisé via un fichier informatique de type tableur. Ainsi, l'exploitant informe l'inspection des installations être en capacité de disposer d'un état des stocks à jour de son établissement.</p> <p>L'exploitant a transmis l'état des stocks des produits inflammables ainsi que leurs fiches de données de sécurité.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Conditions de stockage

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Prévention des départs de feu</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p> <p>Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p> <p>Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante :</p> <p>1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m<sup>2</sup> ;</p> <p>2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ;</p> <p>3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection des installations classées a constaté que, pour le stockage en vrac, la distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 6 : Éclairage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 16
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Prévention des départs de feu
<b>Prescription contrôlée :</b> Dans le cas d'un éclairage artificiel, seul l'éclairage électrique est autorisé. Les appareils d'éclairage fixes ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation, ou sont protégés contre les chocs. Ils sont en toutes circonstances éloignés des matières entreposées pour éviter leur échauffement. [...]
<b>Constats :</b>  L'inspection constate que les appareils d'éclairage fixes identifiés lors de l'inspection ne sont pas situés en des points susceptibles d'être heurtés en cours d'exploitation ou sont protégés contre les chocs.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

## N° 7 : Détection incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Détection d'un départ de feu
<b>Prescription contrôlée :</b> La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site. Le compartimentage est applicable aux installations nouvelles et aux enregistrées après 2011. Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu. Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage. Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point 1.2. de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.
<b>Constats :</b>  L'installation dispose de détecteurs incendie répartis dans les différentes cellules de stockages. Ces détecteurs transmettent une alerte au PC sécurité et cette alerte est également renvoyée au service concerné de l'immeuble exploité par la société TOTAL situé dans le quartier de la Défense. Ainsi, en cas d'incendie une alarme sonore se déclenche via des diffuseurs sonores. Sur place, un test a été réalisé et l'inspection des installations classées a constaté que l'alarme est audible dans l'installation.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



## N° 8 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 13
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Lutte contre un incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> Le stockage est doté de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment : <ul style="list-style-type: none"><li>- d'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux, par exemple) d'un réseau public ou privé, implantés de telle sorte que, d'une part, tout point de la limite du stockage se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil et que, d'autre part, tout point de la limite du stockage se trouve à moins de 200 mètres d'un ou plusieurs appareils permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. À défaut, une réserve d'eau destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance du stockage ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours ;</li><li>- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'entrepôt, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées ;</li><li>- de robinets d'incendie armés, répartis dans l'entrepôt en fonction de ses dimensions et situés à proximité des issues. Ils sont disposés de telle sorte qu'un foyer puisse être attaqué simultanément par deux lances sous deux angles différents. Ils sont utilisables en période de gel.</li></ul> L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuelle réserve d'eau prévu au deuxième alinéa du présent point. En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.
<b>Constats :</b>  L'exploitant informe l'inspection que l'installation dispose de 14 RIA et 93 extincteurs. Il transmet : <ul style="list-style-type: none"><li>• les rapports de vérification de ses moyens de luttés contre l'incendie (extincteurs, RIA, dispositif de désenfumage etc.) réalisés le 20/11/2023;</li><li>• un plan d'implantation des appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux etc.) à proximité de l'installation.</li></ul> L'inspection des installations classées constate que certaines cellules de stockage sont éloignées de plus de 100 m d'un appareil incendie. De plus, l'exploitant n'a pas pu justifier de la disponibilité effective des débits d'eau. L'exploitant devra justifier du respect du point 13 de l'AM du 11/04/2017 dans un délai maximal de 4 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 4 mois

## N° 9 : Effets thermiques sur les tiers

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2023, Prévenir les effets thermiques sur les tiers

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/ m<sup>2</sup>. Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (réf. document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.

Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.

**Constats :**

L'exploitant ne dispose pas d'études de flux thermiques. Cependant, l'exploitant sera soumis à l'obligation de disposer de cette étude de flux thermiques à partir du 1er janvier 2026.

**Observations :**

L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant qu'il devra disposer de cette étude de flux avant le 1er janvier 2026.

**Type de suites proposées :** Sans suite